



AUDITION PUBLIQUE
07/06/2021 | 10h00 – 13h00
ÉVÈNEMENT EN LIGNE



Points marquants de l'audition

Le 7 juin 2021, le Comité économique et social européen a organisé une audition publique en lien avec son avis sur la communication de la Commission intitulée «**Mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle**» adoptée le 5 mai. L'objectif de cette audition était de contribuer à l'élaboration de l'avis du CESE et au débat sur les priorités politiques dans les domaines de l'autonomie stratégique et de la transformation industrielle. Cet événement était axé sur des questions d'actualité telles que la relance industrielle au sortir de la pandémie, la compétitivité de l'Europe sur la scène mondiale et la transition vers une économie verte et numérique. La manifestation s'est également penchée sur la nécessité de reconstruire et de transformer l'industrie européenne, et a mis l'accent sur le rôle des organisations de la société civile pour imaginer l'avenir de l'industrie européenne.

Accueil



Alain Coheur, président de la section «Marché unique, production et consommation» du CESE

- Nous devons soutenir le plan de relance pour l'Europe car **ce n'est qu'en s'unissant que les États membres et la société civile peuvent surmonter la crise actuelle**. Nous devons restructurer nos économies et relancer la croissance économique et la productivité, et le pacte vert doit y participer.
- Nous devons agir pour anticiper les choix des investisseurs et des consommateurs. Nous devons nous concentrer sur une production verte durable et recenser les lacunes de nos systèmes d'approvisionnement afin de réduire notre dépendance à l'égard de produits essentiels tels que les équipements de protection individuelle (EPI): **nous devons viser l'autonomie stratégique**. Cela nous permettra de préserver nos économies et nos sociétés sans céder au protectionnisme.
- À l'instar de Franklin D. Roosevelt dès 1932, **nous devons tenter de dessiner les contours d'un nouveau régime de croissance dans le cœur même des mesures de sauvetage de l'économie et de la société**.

Introduction



Sandra Parthie, rapporteure de l'avis du CESE sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle, CESE

- Nous voulons préserver l'industrie européenne, **étendre notre tissu industriel et renforcer les écosystèmes et les alliances afin de promouvoir les échanges transfrontières**. Le marché intérieur occupe, à juste titre, une place centrale dans cette stratégie.
- Les compétences, ainsi que les **études et formations** complémentaires sont également importantes pour réussir à gérer la transformation. Nous devons offrir aux citoyens la possibilité de poursuivre leur éducation et leur formation.
- Nous devons disposer d'indicateurs clés de performance (**ICP**) et il est essentiel de soutenir la R&D et de relever l'immense défi de la double transition verte et numérique.
- Nous devons agir sur les **normes, en mettant l'accent sur l'économie circulaire et les technologies à faible taux d'émissions**. Il importe d'utiliser et de promouvoir les normes industrielles européennes existantes.



Dirk Bergrath, corapporteur de l'avis du CESE sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle, CESE

- La question de la **résilience** est au cœur de la communication de la Commission: comment faire en sorte que la structure industrielle globale de l'Union soit plus résiliente?
- L'un des écosystèmes clés est celui de la **mobilité**, qui couvre l'industrie automobile, les compagnies aériennes et les transports.
- Nous devons nous demander **comment tenir compte des formes actuelles de dialogue social** et comment associer les partenaires sociaux aux niveaux local, régional, national et européen.

Présentation de la communication de la Commission



Giulia Del Brenna, directrice adjointe de la direction «Stratégie et analyse économique»; cheffe de l'unité «Stratégie et réglementation: marché unique et politique industrielle», DG GROW

- Une mise à jour de la stratégie s'impose pour tirer les leçons de la crise en matière d'**obstacles au marché unique** et de **dépendances stratégiques**, et pour proposer des mesures visant à accélérer la double transition verte et numérique.
- **La nouvelle approche fondée sur les écosystèmes industriels concerne 70 % du PIB** et offre une **vision globale** de l'industrie européenne. Tous les écosystèmes ont souffert de la crise, mais de manière différente. L'écosystème le plus fiable est celui du numérique, tandis que celui du tourisme compte parmi les plus durement touchés.
- Pour relancer l'économie, il est essentiel d'approfondir le marché unique et de renforcer sa résilience. L'**instrument du marché unique pour les situations d'urgence** constitue l'un des dispositifs clés de la nouvelle stratégie industrielle mise à jour; il vise à apporter des solutions structurelles destinées à faciliter la circulation des biens et des services et, partant, à éviter de voir se reproduire les perturbations rencontrées pendant la crise de la COVID-19.

Le point de vue de la présidence portugaise



Paulo Alexandre Ferreira, chef de l'unité «Marché intérieur et politique industrielle», représentation permanente du Portugal auprès de l'Union européenne

- Il convient de distinguer trois grands aspects de la nouvelle stratégie industrielle mise à jour: sa dimension interne, sa dimension externe et l'interconnexion entre les deux.
- **Pour ce qui est de la dimension interne:** il est primordial de renforcer la résilience du marché intérieur en vue d'éviter de nouvelles perturbations. L'instrument du marché unique pour les situations d'urgence est opportun car il aidera à garantir la libre circulation des citoyens, des biens et des services en cas de crises futures. L'analyse des quatorze écosystèmes et les voies de transition constituent de nouveaux éléments importants.
- **Concernant la dimension externe:** nous devons évaluer les vulnérabilités et examiner les dépendances stratégiques, grâce à une analyse fondée sur des données. Il ne s'agit pas de faire preuve de protectionnisme: au contraire, une autonomie stratégique ouverte suppose d'intensifier la coopération internationale.
- **Quant à l'interconnexion entre ces deux dimensions,** elle prend en compte les initiatives dans différents domaines (commerce, concurrence, environnement et normes de produits) et implique d'étudier les synergies entre elles.
- La mise en œuvre de la stratégie nécessitera que les parties prenantes publiques et privées mobilisent leurs ressources. Nous devons parvenir à rallier l'ensemble des acteurs concernés, notamment les PME, principaux vecteurs d'innovation dans tous les écosystèmes, et les travailleurs, qui doivent se perfectionner et se reconvertir: les transitions verte et numérique ne se feront pas sans eux.

Table ronde: la voix de la société civile



Eulalia Rubio, chargée de recherche principale, Institut Jacques Delors

- Dans la nouvelle stratégie industrielle actualisée, un élément fait défaut: **l'analyse stratégique sur la façon d'utiliser les fonds de l'UE** afin de soutenir cette stratégie. Les communications rédigées par la Commission en 2020 et en 2021 contiennent de vagues références à l'utilisation du budget de l'Union et de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) en vue de financer la double transition et de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union, ainsi qu'une liste des programmes de dépenses de l'UE disponibles à ces fins. Cependant, elles **n'expliquent pas en détail comment combiner ces différentes sources de financement européen de manière stratégique pour atteindre des objectifs spécifiques de la stratégie industrielle de l'UE.**
- Par rapport aux programmes 2014-2020, les nouveaux programmes relevant de la rubrique 1 du **cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027** (Horizon Europe, InvestEU, nouveau programme numérique) sont plus conformes à la nouvelle conception de l'Union en matière de politique industrielle. La mise en place de «missions» dans le cadre du programme Horizon Europe confère **plus de directionnalité. L'accent porte davantage sur le financement de la transition climatique et numérique.** Dans le cadre de ce programme, des efforts ont aussi été consentis pour renforcer et améliorer les partenariats public-privé, et le soutien aux innovations radicales a bénéficié d'une attention accrue (grâce à la création du Conseil européen de l'innovation).
- Toutefois, on relève également des faiblesses. Premièrement, l'essentiel du financement de l'Union au titre de la rubrique 1 est toujours consacré au soutien de la recherche et de l'innovation. **Les dépenses de l'UE visant à soutenir la commercialisation et le déploiement de technologies et solutions innovantes restent très limitées.** Deuxièmement, si les fonds de l'UE sont plus directionnels, leur direction n'est pas claire pour autant. **L'approche écosystémique n'a pas été intégrée dans le CFP.** Dans le programme Horizon Europe, la direction est censée être définie par des «missions», fondées sur une approche de résolution de problèmes. Dans le cadre du nouveau programme de l'UE pour une Europe numérique, le financement est organisé par secteur (IA, cybersécurité) plutôt que par écosystème. Par conséquent, les différents partenariats publics et privés de l'UE conclus au titre d'Horizon Europe (tels que les communautés de la connaissance et de l'innovation de l'EIT) ne cadrent pas avec l'approche écosystémique.
- **Les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) sont désormais considérés comme le principal instrument de financement des ambitions industrielles de l'UE.** Cela semble logique, puisque les capacités de financement sont plus importantes à l'échelle nationale qu'au niveau européen. Il faut néanmoins avoir conscience des **risques liés à une dépendance quasi totale à l'égard des financements nationaux.** Il existe notamment un risque de fragmentation et d'incohérence, car certains États membres sont plus à même que d'autres de financer des projets dans le cadre des PIIEC. La Commission encourage désormais les États membres à utiliser une partie des fonds alloués au titre de la FRR pour soutenir les PIIEC, mais il serait particulièrement bénéfique de les compléter par un certain nombre de fonds européens gérés de manière centralisée, afin de préserver la cohérence globale des PIIEC.



Alexandre Affre, directeur général adjoint, BusinessEurope

- Nous savons maintenant que la reprise prendra du temps. Le cap est clair: renforcer le marché unique, rester ouverts aux échanges et aux investissements, mettre en œuvre les transitions numérique et écologique et accroître la résilience de l'industrie européenne.
- **Nous devons garantir la compétitivité industrielle et prendre des mesures contre la fuite de carbone dans le cadre du train de mesures «Ajustement à l'objectif 55», et éviter une charge supplémentaire disproportionnée pour les entreprises.** Toutes les réglementations en cours d'élaboration doivent être bien ajustées. On observe des tendances inquiétantes en ce qui concerne le devoir de diligence, la gouvernance d'entreprise et la taxinomie.
- **Nous devons faire en sorte que l'Union reste ouverte au commerce et aux investissements. La politique industrielle et la politique commerciale de l'UE sont étroitement liées et devraient se renforcer mutuellement.**
- Nous nous félicitons que les **normes** soient considérées comme l'un des outils centraux de la mise en œuvre de la stratégie, mais nous devrions **éviter l'approche trop normative de la Commission: les parties prenantes devraient figurer au cœur des outils de normalisation.**
- Les **PIIEC** constituent un élément clé de la stratégie. **Nous devons mutualiser les investissements publics et privés lorsque le marché seul ne fournit pas de résultats.**



Luc Triangle, secrétaire général, IndustriAll Europe

- Nous soutenons la transition écologique et numérique, mais nous éprouvons de **vives inquiétudes quant à la transition juste**. Nous sommes confrontés à des restructurations et à des licenciements dans un certain nombre de secteurs. Ce n'est qu'en veillant à la dimension sociale de cette transition que nous pourrions construire la nouvelle industrie de demain. **Une transition juste se doit de créer de nouveaux emplois de qualité là où des emplois disparaissent.**
- Une base industrielle solide est une condition sine qua non de la prospérité de l'Union. Les entreprises de l'UE ont besoin de plus d'investissements.
- **La dimension territoriale est cruciale; la réalité industrielle est très différente d'un État membre à l'autre.** Nous devons éviter d'aggraver la fragmentation régionale au sein de l'Union. Sinon, ces disparités risquent de constituer le terreau de la montée de l'extrémisme et du populisme.



Gerhard Huemer, directeur de la politique économique et fiscale, SMEUnited

- Nous avons demandé que la stratégie axée sur les PME soit mise à jour, mais la stratégie industrielle actualisée couvre désormais bien mieux les mesures en faveur des PME. Le marché unique ne peut être considéré comme acquis. Des efforts supplémentaires s'imposent pour **réduire la charge administrative pesant sur les PME**. Nous faisons toujours face à une mise en œuvre incomplète du marché unique et nous saluons le nouveau **groupe de travail sur le respect de l'application des règles du marché unique**.
- Pour attirer des investissements dans les nouveaux écosystèmes, il convient d'instaurer un **cadre réglementaire prévisible** et bien défini. **Les PME doivent être associées** à ce débat.
- Nous ne parviendrons à gérer la transition écologique que si nous créons un cadre réglementaire qui ne freine pas la reprise.



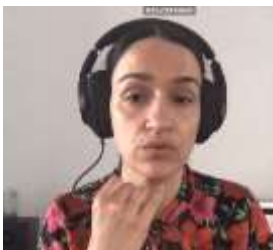
Davide Sabbadin, chargé de mission pour le climat et l'économie circulaire, Bureau européen de l'environnement

- Nous nous félicitons de l'accent mis sur les modèles d'entreprise de l'économie circulaire, placés au cœur de la transformation industrielle. Néanmoins, **en faisant de la consommation de matériaux un facteur clé des émissions, la stratégie mise à jour ne parvient pas à résoudre la quadrature du cercle de l'actuel modèle de production linéaire**.
- **Les mesures porteuses de transformation doivent être liées à la révision de la directive relative aux émissions industrielles (DEI)**. Elles doivent s'étendre à l'ensemble de la chaîne de valeur et associer une main-d'œuvre qualifiée et de nouveaux modèles d'entreprise fondés sur la qualité, tout en reconsidérant l'approche qui consiste à traiter les produits comme des services et en améliorant l'écoconception et la transparence.
- En ce sens, **la nouvelle stratégie industrielle ne parvient donc pas à définir un cadre plus large pour atteindre tous les objectifs du pacte vert pour l'Europe**. Elle n'instaure pas non plus de mécanisme de pilotage garantissant que tous les efforts déployés dans ces directions sont en accord à la fois avec le rythme d'action requis et avec une répartition équitable de la charge entre les différents secteurs de l'économie.



Isabelle Schömann, secrétaire confédérale, CES

- Les syndicats se félicitent de l'analyse effectuée pour évaluer l'impact de la pandémie sur chaque écosystème industriel. Nous saluons également l'exercice de cartographie réalisé par la Commission en vue de recenser les dépendances et capacités stratégiques de l'Union. **Toutefois, nous ne voyons pas assez de propositions concrètes en ce qui concerne la dimension sociale et la création d'emplois de qualité dans l'Union.** Nous devons placer **les personnes et les travailleurs au cœur de la stratégie industrielle**, et pas uniquement le marché unique et les entreprises.
- La logique de partenariat proposée par la Commission devrait **clarifier le rôle spécifique des partenaires sociaux et renforcer la participation des travailleurs.** Le dialogue social et la négociation collective offrent de puissants outils pour gérer les processus de restructuration de façon à ne laisser personne de côté. La nouvelle approche écosystémique devrait **associer les dispositifs de dialogue social sectoriel existants et les comités d'entreprise européens.**
- **Les indicateurs clés de performance (ICP) et les analyses des écosystèmes devraient être axés davantage sur la dimension sociale.** L'approche fondée sur les ICP est intéressante, mais nous regrettons que les indicateurs proposés à l'heure actuelle ne couvrent pas plus de critères sociaux. Il ne suffit pas d'analyser la dimension sociale à travers le seul prisme des compétences et de l'emploi. Nous avons besoin d'**autres indicateurs sociaux pour examiner, dans chaque écosystème, les salaires, les conditions de travail, les compétences, l'âge et le sexe.** Cette démarche revêt d'autant plus d'importance que les femmes, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés ont été particulièrement touchés par la pandémie.
- **La nouvelle stratégie industrielle devrait s'attacher à encourager la publication de rapports ambitieux sur la durabilité des entreprises, en mettant l'accent sur les chaînes d'approvisionnement durables, dans le plein respect des valeurs européennes et des droits fondamentaux des travailleurs.**



Diana Dovgan, secrétaire générale, Confédération européenne des coopératives actives dans les secteurs de l'industrie et des services (CECOP)

- Les coopératives ont prouvé leur résilience pendant la crise. **Les rachats d'entreprises par les salariés connaissent un regain d'intérêt car ils accélèrent la transformation des PME.**
- **Les fermetures de frontières ont précipité le passage de la production de biens vers la fourniture de services.** Cette évolution exige une **réorganisation du travail**, ainsi que des mesures de renforcement des compétences et de reconversion professionnelle. Les partenariats public-privé peuvent aider les coopératives à prospérer.
- **Les instances nationales doivent prendre conscience du potentiel des coopératives, notamment dans le cadre des fonds de relance. Le partenariat avec les organisations de l'économie sociale revêt une importance cruciale.**



Ray Pinto, directeur de la transformation numérique, DIGITALEUROPE

- Lorsque nous envisageons le numérique, nous devons nous focaliser sur les **technologies interentreprises**. L'Union européenne est très performante lorsqu'il s'agit de développer ces technologies, par exemple dans le domaine de la construction et de la production durables. Pour continuer à innover, **la technologie européenne doit revêtir une dimension internationale**.
- **Le numérique doit occuper une place centrale dans tous les autres écosystèmes. Le déploiement et le fonctionnement des technologies varient d'un écosystème à l'autre.**
- Les **PME** ne sauraient rester sur la touche, car elles jouent **un rôle fondamental dans la mise en œuvre des technologies**.

Le Comité européen des régions



Jeannette Baljeu, membre du Comité européen des régions et députée provinciale de Hollande méridionale

- **Les écosystèmes industriels revêtent souvent un caractère régional**. Il est donc essentiel de **renforcer la dimension régionale de la stratégie industrielle**, qui devrait dès lors reposer sur une **gouvernance à plusieurs niveaux**, dans laquelle les responsabilités et les ressources nécessaires à la mise en œuvre sont clairement définies pour chaque échelon. Le meilleur moyen d'accentuer cette dimension régionale est de prendre les **stratégies régionales de spécialisation intelligente** comme modèle pour la coopération interrégionale.
- Le soutien de l'ensemble des parties prenantes est nécessaire pour atteindre les objectifs de la double transition vers une industrie verte et numérique.
- Pour parvenir à l'autonomie stratégique et à une plus grande résilience de l'industrie européenne, nous devons **réduire la dépendance excessive à l'égard des chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales, et concevoir des outils sur mesure** pour aider à surmonter la crise pandémique actuelle et nous préparer à de nouvelles crises à venir.

L'alliance européenne pour les matières premières



Bernd Schäfer, directeur général et administrateur délégué du réseau EIT RawMaterials GmbH et de l'alliance européenne pour les matières premières

- EIT RawMaterials est une communauté de la connaissance et de l'innovation au sein de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT). Ce réseau paneuropéen regroupe plus de trois cents partenaires issus de l'industrie, du monde universitaire et de la recherche, et constitue le plus grand consortium au monde dans le secteur des matières premières.
- **Le passage à la neutralité carbone entraîne inévitablement des besoins accrus en matières premières, de sorte que la demande en minerais et en métaux va exploser au cours des trente prochaines années.** Les écosystèmes industriels européens sont tributaires d'un approvisionnement fiable en matières premières, qui sont indispensables pour alimenter les transitions numérique et écologique. Aujourd'hui, l'Europe ne produit qu'une fraction des matières premières les plus utiles. Nous pouvons y remédier par une **approche fondée sur l'économie circulaire et en innovant** dans les domaines de l'exploration, de l'exploitation minière, du recyclage, de la substitution, de la transformation et de la conception des produits.
- L'alliance européenne pour les matières premières (ERMA), lancée en septembre 2020 par le commissaire Breton et le vice-président Šefčovič, bénéficie du soutien de soixante-deux députés au Parlement européen. La Commission européenne a mandaté EIT RawMaterials pour assurer la direction et la gestion de cette alliance. **L'ERMA contribuera à la transition entre une économie «brune» linéaire et une économie verte circulaire.** Plus de cinq cents partenaires issus de l'industrie, des ONG, des pouvoirs publics et des syndicats ont rejoint l'ERMA, dans le but commun de garantir l'approvisionnement de l'Europe en matières premières. Quarante projets d'investissement ont été identifiés à ce jour.
- L'ERMA change la donne en ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement en matières premières pour les écosystèmes industriels de l'UE.

Conclusions



Sandra Parthie, rapporteure de l'avis du CESE sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle, CESE

- L'audition d'aujourd'hui nous a permis de mieux comprendre certaines questions essentielles pour la mise en œuvre de la stratégie industrielle. Tout d'abord, le **marché unique** est l'instrument clé sur lequel nous pouvons agir. **Nous devons travailler ensemble pour renforcer sa résilience face aux perturbations et veiller à ce qu'il soit équitable et concurrentiel.**
- **Les voies de transition doivent être définies en partenariat avec l'industrie, les pouvoirs publics et la société civile,** mais l'Union devrait éviter de gérer en détail les différentes structures.
- **Le recours aux fonds européens est limité:** l'argent est disponible, mais il n'est pas utilisé convenablement. En outre, nous devons créer des emplois de qualité pour les travailleurs et **intégrer la dimension sociale dans la transition,** mais la question reste de savoir comment y parvenir dans une mesure suffisante.



Dirk Bergrath, corapporteur de l'avis du CESE sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle, CESE

- Un véritable dialogue doit s'instaurer à tous les niveaux, y compris à l'échelle régionale, où opèrent les PME et les entreprises de l'économie sociale.
- Pour que la transition de l'industrie européenne aboutisse, il faut **mettre fortement l'accent sur le perfectionnement et la reconversion des travailleurs**, la création d'**emplois de qualité** et le renforcement du dialogue avec les collectivités régionales et la société civile.
- Nous avons besoin d'exemples concrets de transition réussie et appelons les acteurs de la société civile à nous faire partager leur expérience.

